

# L'opinion française : hier comme aujourd'hui

**Anne Lifshitz-Krams**

---

Chercheur au CNRS

*L'opinion française, Israël et le conflit israélo-arabe,  
1947-1987*

Laurence Coulon

Paris, Honoré Champion, 2009

**L**es nazis ont transformé les juifs en savonnettes, les Juifs en ont fait des alibis » (Paul Demeron, 1968)

« C'est au prix de la honte que le sang a coulé, après qu'une ruse infâme eut été dictée à des Allemands tourmentés et complexés à quelques kilomètres des fours crématoires de Dachau. Dans son orgueil, Mme Golda Meir a décidé la mort des athlètes israéliens ; c'est elle et elle seule qui a prononcé le verdict » (Louis Terrenoire, président de l'AFSA, après la prise d'otage de Munich en septembre 1972).

« Pour Begin, le but de cet accord est d'obtenir les mains libres vis-à-vis de la Jordanie, de la Syrie, du Liban et d'autres pays arabes, exactement comme l'accord de Munich avait donné les mains libres à Hitler non seulement contre la Tchécoslovaquie mais contre l'URSS (...) Aucun pays arabe, en effet, même ceux du Golfe ne se sentira à l'abri d'un Begin qui n'aurait plus aucune crainte concernant sa frontière du Sud-Ouest » (Claude Bourdet, *Témoignage Chrétien*, 24 novembre 1977).

Telles sont quelques unes des citations que nous propose Laurence Coulon et dont on pourrait déduire que finalement rien n'a vraiment changé.

Cet ouvrage extrêmement documenté de plus de 500 pages (dont plus de 20 pages de bibliographie) est le fruit de près de 10 ans de travail, puisque Laurence Coulon, enseignante à Tel Aviv, l'a entamé en 1992 et que ses conclusions étaient presque écrites dit-elle quand commence la seconde Intifada des années 2000.

L'auteur s'interroge sur le renversement de l'opinion envers Israël, qui s'est produit lentement entre 1948 et 1987. Pour ce faire, elle a procédé à un dépouillement minutieux et impressionnant – à la fois quantitatif et qualitatif – de la presse, s'intéressant aux sondages d'opinion aussi bien qu'au courrier des lecteurs. Elle s'est aussi intéressée aux divers groupes de pression et à leur obédience ainsi qu'aux écrits des intellectuels.

Sa première interrogation porte sur le moment où l'opinion a basculé de l'image d'un « peuple pionnier, bâtisseur et pacifiste » à celle d'une « grande puissance militaire », puis d'un Etat oppresseur voire « nazi » et d'un récit où les Palestiniens n'existent pas ou presque au moment où ils deviennent les personnages centraux de la problématique communément admise, où de terroristes, ils représentent la figure indiscutable de la victime « christique ».

Selon une idée communément admise ce retournement d'opinion daterait de 1967 : guerre des six jours, discours de de Gaulle et embargo, politique arabe, autant de causes susceptibles de retourner l'opinion. Sans remettre en cause ce constat, Laurence Coulon pense qu'il faudrait le nuancer. D'abord parce que les sondages montent qu'Israël n'avait jamais été aussi populaire qu'en septembre 1967, trois mois après la guerre. Ensuite parce qu'aucune information ne permet de dire ce qui en était entre 1957 (date de la campagne de Suez) et 1967. Finalement parce que les éléments négatifs et parfois virulents qui vont s'installer dans la période suivante jusqu'à devenir dominants étaient déjà présents en 1948 et parfois déjà bien avant.

Il n'en reste pas moins, dit-elle, que la conférence de presse de novembre 1967 et « la relecture *a posteriori* de la guerre des Six jours ont contribué à cristalliser ce discours réprobateur sur Israël, à le structurer en une dialectique culturellement admise ». D'autres facteurs ont certainement agi comme le discrédit idéologique du nationalisme et du colonialisme ou les mauvais souvenirs de la guerre d'Algérie et même la culpabilité de Vichy. Et bien sûr on ne peut pas exonérer les dirigeants de leur responsabilité, que ce soit du fait de leurs erreurs de communication (elle utilise le mot « propagande ») ou de leurs campagnes militaires qui « heurtent une opinion en majorité pacifique ».

Sa deuxième interrogation porte sur l'atmosphère passionnelle et obsessionnelle

dans laquelle se déroule et s'exprime la critique d'Israël. Déjà perceptible en 1948, cette obsession du conflit israélo-arabe/palestinien se révèle dans les années 1970 dans le nombre d'articles publiés sur la question en regard de ceux concernant les autres coins du monde. Elle s'exaspère pendant et après l'intervention israélienne au Liban. Pas plus le nettoyage du camp palestinien de Tell-el-Zahar (2 000 à 3 000 morts) par les Libanais alliés aux Syriens en 1976 que celui de Damour par les Palestiniens ne suscite le moindre émoi. Au point qu'une chronique du *Monde* notera ironiquement le 14 août 1978 : « Un berger israélien a traversé la frontière sud du Liban et s'est emparé d'une poule dans un camp palestinien. L'incroyable raid sioniste a provoqué une vive émotion dans le monde et notamment aux Nations Unies, où l'on envisage une réunion urgente du Conseil de sécurité... J'exagère à peine... On dirait que pour tuer des Palestiniens, en toute impunité et sans que les grandes instances internationales s'en émeuvent, il faut un certificat de non-juif, comme pour entrer dans certains pays ».

De fait, les mêmes qui sont restés curieusement silencieux lors de ces massacres se déchaînent dès qu'Israël est impliqué dans la guerre : ils ont trouvé un responsable. Au point de voir pour certains un complot israélien destiné à exterminer les Palestiniens et à détruire le Liban derrière la guerre civile et de décrire la Syrie comme « pacificatrice ».

Concernant la politique de l'Etat français, si – nous dit-elle – on peut aisément comprendre son intérêt à se tourner vers les Arabes, pourquoi, demande-t-elle, « contrairement à ses partenaires européens [avoir] opté pour une position ostensiblement hostile à son encontre et pour un soutien appuyé à l'OLP de Yasser Arafat » ?

L'auteur le constate, il y a certainement une convergence idéologique entre différents groupes de pression : des gaullistes pro-arabes menés par Louis Terrenoire, d'intellectuels attirés par la figure romantique de la victime palestinienne, de communistes qui reprennent le discours antisioniste de Moscou, de l'extrême-gauche universaliste, de chrétiens qui manifestaient dès 1948 leurs craintes à l'idée que les lieux saints puissent se trouver sous la domination juive et des milieux de l'extrême droite antisémite. Convergence qui concourt à radicaliser de plus en plus le discours anti-israélien.

L'auteur note que le rôle de la presse dans cette radicalisation n'est pas non plus négligeable dont les lignes éditoriales « se sont rapprochées du discours des autorités » et qui n'hésitent pas à publier des tribunes dont l'excès les conduit parfois (déjà) devant les tribunaux. L'éducation nationale n'est pas non plus exempte de responsabilités et si l'auteur n'aborde pas directement cette question, elle note cependant la curieuse rédaction de certains manuels scolaires et surtout elle rapporte un épisode qui s'est déroulé les 20 et 21 septembre 1982

au Lycée Voltaire de Paris. Des professeurs pour « faire prendre conscience » à leurs élèves du drame libanais organisent une sorte de procès dans lequel les élèves juifs sont mis en accusation « afin de provoquer en eux un sentiment de culpabilité ». Au cours de cette parodie de procès, ils affirment que les attentats de la rue des Rosiers et de la rue Cardinet seraient dus aux « services secrets israéliens qui auraient manœuvré pour que les Juifs se fassent plaindre », traitant Begin d'assassin et les élèves juifs de « petits nazis ». L'épisode est rapporté dans *Le Monde* du 23 septembre, ainsi que dans des ouvrages de Martine Gozlan ou Alain Finkielkraut. Il s'agissait d'élèves de 4<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup>. Que sont devenus ces enseignants ? On se souvient de ceux qui dans les années 2000 refusaient d'organiser un voyage à Auschwitz pour protester contre l'interdiction d'une conférence de Leila Chahid dans le collège. On sait aussi que les syndicats d'enseignants sont parmi les plus grands soutiens du boycott d'Israël, ainsi qu'il apparaît sur leurs bulletins. Si l'on peut avoir un regret concernant cet ouvrage, c'est qu'il n'ait pas creusé davantage cet aspect de la formation de l'opinion. Cet ouvrage nous le révèle si on l'avait oublié, il est clair qu'en 1948 comme en 1967 ou comme aujourd'hui, même si la critique d'Israël est non seulement acceptable mais nécessaire, l'antisémitisme n'est jamais très loin de l'antisionisme radical. Pour ceux qui en douteraient, nous allons terminer ce compte rendu en reprenant le commentaire de Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, que l'auteur reprend de *L'Humanité* du 17 juin 1967 au sujet de la cérémonie organisée à Jérusalem pour en fêter la reprise :

« La présence de certains personnages de la haute finance conférait [à la cérémonie religieuse à Jérusalem] un autre sens que celui de la ferveur religieuse que pensaient y trouver les vrais croyants qui y participaient. Le spectacle faisait penser que, comme Faust, c'était bien Satan qui conduisait le bal. Il n'y manquait même pas le veau d'or, toujours debout, qui, comme dans l'opéra de Gounod, contemplait à ses pieds, dans le sang et dans la fange, les résultats de ces machinations diaboliques. En effet, les informations nous indiquaient qu'avaient assisté à ces saturnales deux représentants d'une tribu cosmopolite de banquiers bien connus dans tous les pays du monde : Alain et Elie de Rothschild. A leur pieds, des morts encore saignants. ».

Un livre qu'il faut lire pour comprendre ce que nous entendons et lisons aujourd'hui.